

Martine Docourt (PS/NE)

«Je veux défendre le pouvoir d'achat»

Responsable au syndicat Unia à Berne et géologue de l'environnement, coprésidente des Femmes socialistes, députée et présidente du Grand Conseil neuchâtelois, Martine Docourt est au cœur des grands débats actuels et de la politique fédérale.

– Pourquoi êtes-vous candidate au Conseil National?

– La politique fédérale m'intéresse depuis de nombreuses années. Par mon parcours professionnel, je sais que les décisions se prennent à Berne. Depuis six ans, je suis coprésidente des Femmes socialistes et suis concernée par tout ce qui a trait aux questions d'égalité et de prévoyance professionnelle au niveau fédéral. Je suis aussi responsable nationale politique du syndicat Unia. Je travaille à Berne et touche tous les jours à la politique fédérale, d'autant que je suis aussi membre suppléante au Comité de l'USS, l'Union syndicale suisse. C'est forte de ces expériences que je m'engage une nouvelle fois comme candidate aux élections fédérales.

– Quels sont les thèmes qui vous paraissent prioritaires?

– En lien avec mon engagement syndical, je suis très sensible au coût de la vie. On assiste à une dégradation du pouvoir d'achat.

Tout augmente: le prix de la nourriture, le prix de l'énergie, le prix des loyers, le prix des transports, les primes d'assurance maladie... Les salaires stagnent ou baissent depuis trois ans, tandis que l'inflation augmente, ce qui accroît les discriminations et les difficultés d'une grande partie de la population. Pour moi, la défense du pouvoir d'achat est le point principal!

Je me bats aussi pour la transition écologique. Je suis au centre de cette problématique en tant que géologue de l'environnement



Martine Docourt: «Je me bats pour la transition écologique. Je suis au centre de cette problématique en tant que géologue de l'environnement».

et j'ai occupé différentes fonctions, notamment à la division Climat de l'Office fédéral de l'environnement à Berne. Je pense qu'il faut mettre en place une politique climatique qui réponde aux besoins de la population et ne se fasse pas à son détriment. On a fait jusqu'ici une politique de parafiscalité avec des exemptions qui profitent surtout aux entreprises. Nous sommes convaincus, au parti socialiste, qu'il faut que l'Etat joue un rôle moteur, comme le réclame l'Initiative sur un fonds

pour le climat, qui prévoit des investissements publics de 0,5% à 1% du PIB. Cette transition écologique va aussi créer des changements dans le monde professionnel, dont il faut se préoccuper dès maintenant. Si l'on veut changer, par exemple, les systèmes de chauffage, il faudra trouver du personnel pour faire ces travaux. Il faudra former des spécialistes.

– Neuchâtel est proche de Berne. Y a-t-il des thèmes spécifiquement neuchâtelois que vous voudriez porter à Berne?

– Le canton est fortement touché par la hausse des primes d'assurance maladie. Le parti socialiste demande une augmentation des subsides pour aider ceux qui n'arrivent plus à faire face. Nous avons déposé une Initiative qui prévoit que les gens consacrant plus de 10% de leur revenu aux primes maladie soient soutenus. Il y aura un vote l'année prochaine.

De manière générale, on assiste à une régression sociale, notamment après le recul de l'âge de la retraite pour les femmes. Nous voulons défendre le système de prévoyance et instaurer une treizième rente AVS pour les retraités.

– A combien évaluez-vous vos chances d'être élue?

– C'est difficile à dire, il y a beaucoup de facteurs. Nous sommes quatre sur la liste socialiste au National, dont un sortant, qui est aussi candidat au Conseil des Etats; s'il est élu, ça changera la donne pour le National. Pour l'instant, j'ai l'impression que le parti socialiste est en train de monter... ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR ROBERT HABEL